



Vendredi 14 octobre 2016

20 heures

Moulin à Café

**8, rue Sainte Léonie Paris XIV
(métro Pernety)**

Débat :

**"Après le sommet de l'OTAN à Varsovie,
quelle politique de la France et de l'Union
Européenne pour la paix ?"**

Intervenants :

- + Nils Andersson, éditeur et analyste politique
- + Claudine Pôlet, comité de surveillance OTAN de Belgique représentant la Coordination Nationale belge d'Action pour la paix et la démocratie
- + Francis Wurtz, député européen honoraire
- + Yves-Jean Gallas, Bureau national du Mouvement de la Paix (modérateur)

(Possibilité de restauration à partir de 19h)



Mouvement de la Paix www.mvtpaix.org



Vendredi 14 octobre 2016

20 heures

Moulin à Café

**8, rue Sainte Léonie Paris XIV
(métro Pernety)**

Débat :

**"Après le sommet de l'OTAN à Varsovie,
quelle politique de la France et de l'Union
Européenne pour la paix ?"**

Intervenants :

- + Nils Andersson, éditeur et analyste politique
- + Claudine Pôlet, comité de surveillance OTAN de Belgique représentant la Coordination Nationale belge d'Action pour la paix et la démocratie
- + Francis Wurtz, député européen honoraire
- + Yves-Jean Gallas, Bureau national du Mouvement de la Paix (modérateur)

(Possibilité de restauration à partir de 19h)



Mouvement de la Paix www.mvtpaix.org

LA FRANCE DEVRAIT SORTIR DE L'OTAN

Le strict respect du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies basés sur la prévention et la résolution politique des conflits ne peut que conduire à demander la dissolution de l'OTAN et dans un premier temps : le retrait de la France de cette organisation militaire qui n'a résolu aucun problème mais les a aggravés tous.

Avec la fin de la guerre froide et la dissolution du Pacte de Varsovie, les raisons initiales de la création de l'Otan n'existaient plus et cette organisation aurait dû être progressivement dissoute au bénéfice d'une revalorisation de la charte des Nations Unies et de systèmes de sécurité régionaux.

Cette occasion historique a été ratée et – progressivement sous couvert de lutte contre le terrorisme – l'OTAN a élargi son implantation géographique jusqu'à encercler la Russie au nom du « partenariat pour la paix » avec les ex-pays socialistes, et s'est attribuée de nouvelles compétences au nom de son nouveau concept stratégique allant jusqu'à s'autoriser à intervenir militairement hors du territoire de ses membres et sans l'accord des Nations Unies. Les Guerres au Kosovo, en Afghanistan, en Irak, en Libye illustrent cette évolution mais se traduisent toutes par des échecs notables et une extension dangereuse des conflits.

La France devrait se retirer de cette organisation et agir pour sa dissolution. Mais le plus important dans un premier temps c'est un grand débat national sur le thème « Quelle politique de la France pour la paix et la sécurité ? ». Les attentats de 2015 rendent ce débat nécessaire.

Mouvement de la Paix,
déclaration du 7 juillet 2016 (extraits)

LA FRANCE DEVRAIT SORTIR DE L'OTAN

Le strict respect du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies basés sur la prévention et la résolution politique des conflits ne peut que conduire à demander la dissolution de l'OTAN et dans un premier temps : le retrait de la France de cette organisation militaire qui n'a résolu aucun problème mais les a aggravés tous.

Avec la fin de la guerre froide et la dissolution du Pacte de Varsovie, les raisons initiales de la création de l'Otan n'existaient plus et cette organisation aurait dû être progressivement dissoute au bénéfice d'une revalorisation de la charte des Nations Unies et de systèmes de sécurité régionaux.

Cette occasion historique a été ratée et – progressivement sous couvert de lutte contre le terrorisme – l'OTAN a élargi son implantation géographique jusqu'à encercler la Russie au nom du « partenariat pour la paix » avec les ex-pays socialistes, et s'est attribuée de nouvelles compétences au nom de son nouveau concept stratégique allant jusqu'à s'autoriser à intervenir militairement hors du territoire de ses membres et sans l'accord des Nations Unies. Les Guerres au Kosovo, en Afghanistan, en Irak, en Libye illustrent cette évolution mais se traduisent toutes par des échecs notables et une extension dangereuse des conflits.

La France devrait se retirer de cette organisation et agir pour sa dissolution. Mais le plus important dans un premier temps c'est un grand débat national sur le thème « Quelle politique de la France pour la paix et la sécurité ? ». Les attentats de 2015 rendent ce débat nécessaire.

Mouvement de la Paix,
déclaration du 7 juillet 2016 (extraits)